



## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT – DÉCLARATION D’OSLO

L’éducation est un droit humain. Elle est un catalyseur pour la création d’emplois, la croissance économique, des vies plus saines et l’égalité des sexes. L’éducation est une condition préalable essentielle au développement durable et à l’éradication de la pauvreté.

Le Forum mondial sur l’éducation a proposé un agenda international ambitieux nécessitant une attention et un soutien accrus à l’éducation. Le Sommet mondial d’Oslo sur l’éducation pour le développement relève le défi de la déclaration d’Incheon. Notre ambition est que l’année 2015 soit décisive pour la transformation de nos engagements en action.

Le Sommet a reçu des informations des représentants de la société civile et du secteur privé. Il a reconnu la nécessité de revoir les priorités politiques, d’augmenter l’aide publique au développement pour l’éducation, de mobiliser d’autres financements publics et privés nationaux, d’exploiter les ressources existantes de manière plus efficace et transparente, de mettre en œuvre des politiques d’éducation performantes, inclusives et fondées sur des éléments concrets, et de créer des partenariats innovants.

Pour l’individu, pour la société et pour l’économie en général, les bienfaits de l’éducation sont bien connus, mais ils ne se traduisent pas dans les investissements. L’objectif de développement durable n° 4 proposé exige une éducation inclusive et équitable de qualité et des possibilités d’apprentissage tout au long de la vie. Pour atteindre cet objectif d’ici 2030, il nous faut combler le déficit de financement mondial entre les ressources nationales disponibles et le besoin de financement total, qui s’élève à 39 milliards de dollars par an. L’éducation est une responsabilité nationale. Elle nécessite cependant des ressources supplémentaires au travers d’une aide publique au développement axée sur les résultats, coordonnée et alignée, visant en priorité les pays les moins développés et les plus fragiles.

Le Sommet a soulevé le manque de données cohérentes sur les flux financiers en faveur de l’éducation, qui sont nécessaires aux responsables politiques, aux parents, aux enseignants et aux donateurs.

Le travail des enfants et leur exploitation doivent prendre fin. Pour atteindre les objectifs en matière d’éducation, il est impératif de toucher les communautés les plus marginalisées et les enfants et les jeunes les plus vulnérables, notamment ceux qui sont handicapés. Le coût d’une éducation inclusive et équitable doit faire partie intégrante des budgets nationaux de l’éducation. Aucun objectif de l’agenda des ODD ne peut être considéré atteint tant qu’il n’a pas été atteint pour tous.

Une *Commission de haut niveau sur le financement des opportunités éducatives mondiales* a été annoncée lors du Sommet d’Oslo. Le Secrétaire général de l’ONU a salué sa création et a accepté de recevoir son rapport en septembre 2016 et d’agir selon ses recommandations. Son objectif sera d’étudier et d’encourager davantage



l'investissement dans l'éducation et de mettre fin au sous-financement actuel. La commission essaiera d'identifier des moyens pour utiliser les ressources disponibles de manières plus efficaces, transparentes et coordonnées. Elle étudiera un large éventail de sources de financement, en se penchant notamment sur les moyens de favoriser une mobilisation accrue des ressources nationales par une aide publique au développement plus stratégique et catalysatrice, des partenariats non traditionnels, des financements innovants, et l'association du secteur privé.

Le nombre d'enfants et de jeunes qui sont déscolarisés en raison de conflits, de catastrophes, de déplacements et d'épidémies augmente avec une rapidité effrayante. Négliger leur droit à l'éducation sape non seulement leur propre avenir, mais aussi celui de leurs sociétés. En plus, l'acquisition de connaissances est cruciale pour le succès d'autres interventions lors de crises, comme dans les secteurs de l'hygiène et de la santé. L'éducation doit être protégée des attaques armées.

Le Sommet a abordé le besoin d'examiner la structure de l'aide internationale afin de combler le fossé entre les interventions humanitaires et l'aide au développement à long terme pour l'éducation. Il est en même temps urgent de mobiliser des financements supplémentaires afin de trouver les 4,8 milliards de dollars manquants pour fournir une éducation de qualité aux enfants et aux jeunes dans des situations de crise.

Un groupe de pays et d'organisations a déjà commencé à s'atteler à cette tâche considérable. Un *Groupe de défense de l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées* travaille ainsi pour faire progresser l'action mondiale. Il a convenu d'un ensemble de principes réaffirmant les engagements existants et propose la création d'une plate-forme commune destinée à améliorer l'organisation actuelle de l'aide. Il s'attaquera de toute urgence au déficit de financement en créant un fonds dédié ou un nouveau mécanisme pour l'éducation dans les situations d'urgence, d'ici le Sommet mondial sur l'aide humanitaire de 2016.

L'éducation des filles est très utile non seulement pour les filles concernées, mais également pour leurs enfants, leur famille et leur communauté. L'éducation des filles améliore nettement l'espérance de vie et la santé des enfants, contribue à retarder leur mariage et la naissance de leurs enfants, et à augmenter les revenus de la famille et la productivité économique. Néanmoins, les filles sont toujours plus susceptibles que les garçons de ne pas aller à l'école, et les filles les plus pauvres ont toujours le moins de chances d'être scolarisées. Une sensibilisation plus forte à l'éducation des filles de même qu'un accroissement des ressources à cet effet sont nécessaires. Le Sommet d'Oslo souligne d'autre part la nécessité de mettre fin à la violence sexiste en milieu scolaire.

Le secteur privé, la société civile, les parents et les communautés locales sont encouragés à créer de nouveaux partenariats afin de s'assurer que les filles soient scolarisées et atteignent un haut niveau d'éducation. Nous nous engageons à éliminer les différences dans la qualité de l'éducation donnée aux filles et aux garçons. Nous reconnaissons le besoin de politiques d'éducation, d'environnements d'apprentissage et de programmes qui soient attentifs au genre. De plus, il existe des



synergies inexploitées, en particulier pour les filles, en termes d'interventions combinées dans les secteurs de la santé et de l'éducation, surtout dans le domaine de la santé sexuelle et génésique.

Dans les écoles, les enseignants sont les acteurs essentiels de la qualité de l'éducation, parallèlement aux matériels pédagogiques et à un environnement d'apprentissage positif et sûr. Le Sommet d'Oslo a souligné l'impérieuse nécessité d'aborder la pénurie d'enseignants qualifiés et d'investir dans la formation d'enseignants. Un appel a été lancé en faveur de l'élaboration de directives internationales relatives aux normes professionnelles d'enseignement et aux compétences des enseignants. De nouveaux projets concrets concernant la qualité et l'enseignement ont été présentés lors du Sommet, notamment la création d'un réseau mondial sur la qualité et les enseignants.

Le Sommet reconnaît la nécessité de programmes et de matériels pédagogiques appropriés, qu'ils soient imprimés ou numériques. Il est également conscient de l'importance que revêt un accès équitable à l'apprentissage via les infrastructures de TIC et au matériel pédagogique numérique. Ceci est primordial pour la participation des pauvres à une économie mondiale de plus en plus interconnectée. Nous saluons et encourageons l'engagement du secteur privé en faveur de l'innovation au service de l'éducation.

Le Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement s'engage de manière unanime à mettre l'éducation au premier plan de nos agendas. Un engagement soutenu et un leadership politique seront nécessaires pour mobiliser les ressources requises. Le financement de l'éducation est essentiel à la réalisation du développement durable. Le Sommet d'Oslo invite la troisième Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba à s'engager à renforcer la coopération internationale et l'investissement dans l'éducation.